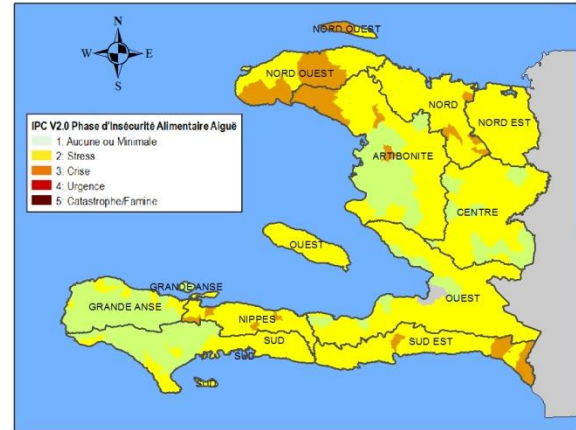


Le démarrage de la saison pluvieuse annonce de bonnes perspectives de récolte pour l'Ouest, le Sud et le Centre

MESSAGES CLÉS

- La campagne agricole du printemps, la plus importante du pays, a démarré avec les pluies de mars dans de nombreuses zones dans la péninsule du sud, certaines communes dans l'Ouest, le Plateau Central, et en grande partie dans les montagnes humides. D'après les prévisions de la Caribbean Climate Outlook Forum (CariCOF), ces pluies devraient continuer normalement jusqu'à la fin du mois de juin.
- Par contre, la région du Nord, le haut Artibonite, certaines communes dans l'Ouest, le Sud-Est et les Nippes ont connu un arrêt prématuré des pluies en novembre et font encore face cette saison à un retard de la saison de pluie. Les semis s'y feront en retard, ce qui pourrait compromettre les récoltes si la pluviométrie devient erratique à la fin de juin comme prévu dû au possible phénomène El Niño.
- La main-d'œuvre agricole qui devrait constituer la principale source de revenus des ménages pauvres est très peu demandée dans les zones où les pluies se font encore attendre. Certaines stratégies de survie utilisées dans ces zones telle la coupe des arbres augmentent la vulnérabilité de la population aux catastrophes naturelles et réduisent la capacité productive des sols.
- Dépendant presque exclusivement du marché pour se nourrir, dans un contexte où leur pouvoir d'achat s'amenuise, les ménages pauvres des montagnes et plaines sèches du Nord, du haut Artibonite sont ou en Stress (Phase 2 de l'IPC) ou en Crise (Phase 3) d'après une analyse IPC réalisée au début du mois d'avril par le Groupe de Travail Technique (GTT) auquel fait partie FEWS NET.

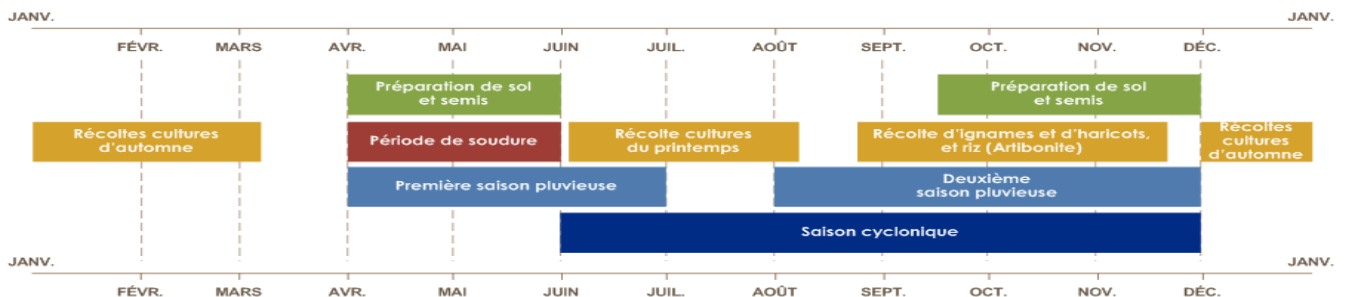
Figure I - Carte des résultats actuels de la sécurité alimentaire, avril 2014



Source: GTT / IPC

Cette carte représente les résultats d'insécurité alimentaire *aigüe* qui sont pertinents pour la prise de décisions d'urgence. Elles ne reflètent pas nécessairement l'insécurité alimentaire *chronique*. Veuillez consulter le site www.fews.net/foodinsecurityscale pour plus d'information à cet égard.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



Source: FEWS NET

Ce rapport a été rendu possible grâce au soutien des organismes suivants:

PRESENTATION NATIONALE

Situation actuelle

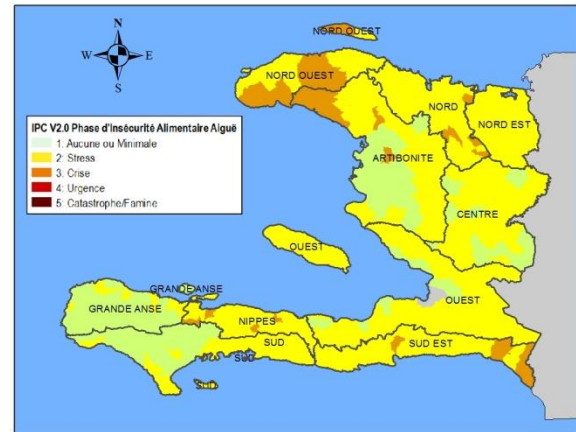
La campagne agricole du printemps, la plus importante en termes de volume de production, débute généralement en avril dans la plupart des zones du pays. Sa réussite est conditionnée par une bonne distribution des pluies, la disponibilité en intrants et en main-d'œuvre agricole. Cette campagne qui se poursuit jusqu'en juin correspond également à la période de soudure où les ménages vivant en milieu rural dépendent plus du marché que de leur production propre pour se nourrir.

La pluviométrie. La saison pluvieuse a démarré depuis mars dans beaucoup de zones, particulièrement les montagnes humides dans la péninsule du sud, et le Plateau Central. Par exemple, selon l'Observatoire de la Sécurité Alimentaire du Sud-Est (OSASE), "les pluies ont été précoces sur le versant ouest du département. Elles ont été observées dès la première décennie de janvier. Mis à part Seguin, [zone de production maraîchère à l'extrême nord de Marigot], elles ont été plus intenses dans la partie centrale du département, c'est-à-dire : Cayes-Jacmel, Marigot et une partie de la commune de Jacmel". Le Plateau Central où la saison pluvieuse débute le plus souvent à la fin du mois d'avril/ fin mai reçoit de la pluie plus ou moins régulièrement depuis février. La saison pluvieuse a commencé dans presque tout le département de l'Ouest en avril.

Par contre la région du Nord qui englobe une partie du haut Artibonite, les départements du Nord-Ouest, du Nord et du Nord-Est font face à une sécheresse prolongée depuis le mois de novembre 2013 (Figure 4). Toutefois, presque toute la zone d'agriculture de montagne humide reçoit quelques pluies qui marquent le démarrage de la saison pluvieuse dans cette zone. Le National Oceanic and Atmospheric Organization (NOAA) rapporte que des quantités substantielles de pluie sont nécessaires pour mitiger le déficit hydrique des sols dans les zones affectées par la sécheresse. Certaines communes dans le département des Nippes telles qu'Anse-à-Veau et Baradères éprouvent des situations de sécheresse similaires.

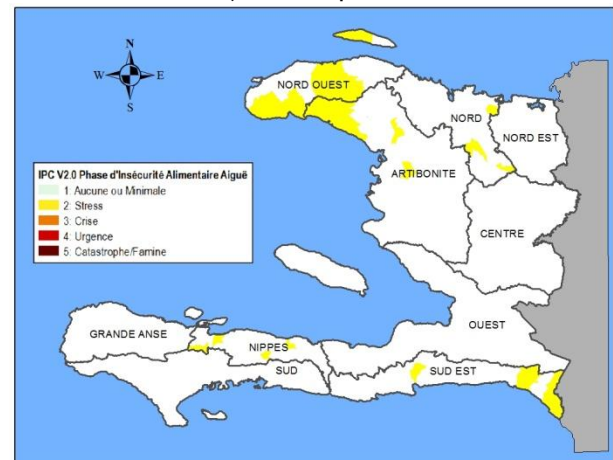
Impact du climat sur la production agricole. Les pluies précoces de janvier et de février dans la péninsule du sud ont favorisé des semis de haricot et de maïs. Ces cultures se trouvent actuellement à différentes phases de développement et de croissance. Dans les hauteurs des Anglais, de Beaumont, de Cayes-Jacmel et de Marigot ou même de Bainet, les haricots sont en phase de maturation. Dans les zones semi-humides et sèches, les semis ont commencé au cours du mois d'avril. D'autres cultures comme les arbres véritables (*Artocarpus*) et les manguiers en ont grandement profité avec un début de récolte en avril. Il en est de même des champs de bananes, particulièrement ceux des plaines sèches.

Figure 2- Carte des résultats les plus probables de la sécurité alimentaire, avril à juin 2014



Source: GTT / IPC

Figure 3 - Carte des résultats les plus probables de la sécurité alimentaire, juillet à septembre 2014



Source: GTT / IPC

Cette carte présente la situation projetée pour les zones se trouvant en pire situation actuellement soit en phase 3.

Ces cartes représentent les résultats d'insécurité alimentaire *aigüe* qui sont pertinents pour la prise de décisions d'urgence. Elles ne reflètent pas nécessairement l'insécurité alimentaire *chronique*. Veuillez consulter le site www.fews.net/foodinsecurityscale pour plus d'information à cet égard.

Dans le Plateau Central où les agriculteurs procèdent habituellement à l'emblavement de leurs terres à la fin avril/début mai, les pluies de mars ont permis le maintien de l'humidité des sols. Le labourage actuellement en cours se fait plus facilement. Les bananeraies, les noix d'acajou et les manguiers produiront davantage par rapport à 2013 où la saison pluvieuse avait débuté en mai.

La récolte du riz semé en novembre dans l'Artibonite s'effectue pendant tout le mois d'avril. Après les pertes de production en 2012 qui ont provoqué une augmentation des prix à la consommation, la production rizicole a repris son cours normal dans cette zone, d'après un rapport du Ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA). Cependant, cette récolte est de beaucoup moins importante que celle d'octobre et compte pour environ 25 pour cent de la production annuelle de la vallée de l'Artibonite. C'est également la période de récolte des maraîchers dans cette vallée. Ces différentes récoltes vont permettre d'améliorer la disponibilité alimentaire pendant le mois de mai dans les zones de production où les pluies étaient précoces, ce qui pourrait contribuer à stabiliser les prix des produits locaux.

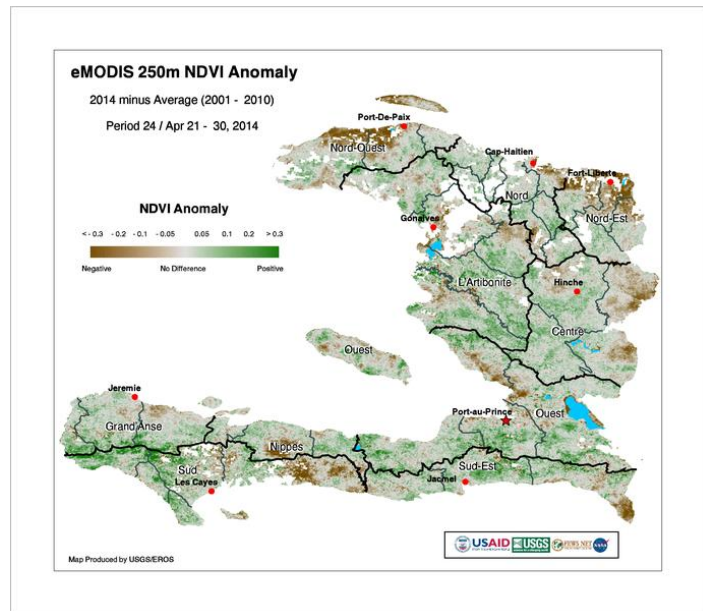
Toutefois, dans les zones où la saison pluvieuse tarde à démarrer, aucun semis n'a pu être effectué. De plus, les cultures pérennes comme les bananes flétrissent. Les points d'eau commencent à tarir. Les cultures d'hiver comme les haricots et le maïs ont subi de lourdes pertes. La disponibilité des produits locaux s'en trouve substantiellement réduite provoquant ainsi une augmentation de leurs prix entre janvier et mars 2014.

Main-d'œuvre. Vu l'importance de la campagne agricole de printemps, la demande des agriculteurs en main-d'œuvre est à la hausse entre avril et mai. Cependant, d'après les agriculteurs, la disponibilité en main-d'œuvre tend à la baisse à cause de la migration de plus en plus grande des jeunes vers le milieu urbain ou la République Dominicaine. Aussi les agriculteurs se voient obligés de payer jusqu'à 150 à 250 gourdes la journée de six heures de travail outre la nourriture et le tafia réclamés par les travailleurs. C'est plus ou moins égal ou même supérieur au salaire payé dans les manufactures à Port-au-Prince. En dépit de tout, les jeunes du milieu rural, particulièrement ceux sachant lire et écrire, accordent peu d'importance aux travaux des champs. Dans certaines zones du pays, comme le Sud et le Nord, le Ministère de l'Agriculture à travers ses projets de développement rural subventionne les coûts du labourage. Certains agriculteurs cultivent moins de surface qu'avant pour pallier la cherté de la main-d'œuvre.

Intrants agricoles. Si les engrais chimiques et les pesticides sont utilisés dans les zones irriguées et dans les montagnes humides proches des centres de commercialisation, ils sont quasi-inexistants dans les plaines et montagnes sèches. En dépit de la subvention des engrais chimiques par l'État haïtien, ce produit demeure inaccessible aux petits agriculteurs qui ne disposent que de faibles moyens financiers. De plus, la disponibilité est très réduite cette année. Si en 2013, le Ministère de l'Agriculture avait rendu disponible 35,000 tonnes, on n'attend que 20,000 tonnes cette année, dû à des restrictions budgétaires. Les agriculteurs avaient absorbé 50,000 tonnes en 2009, l'année où l'État avait investi beaucoup dans la production agricole en vue d'atténuer les effets des chocs de 2008. Le sac de 100 livres se vendait à 500 gourdes en 2010 contre 900 gourdes depuis 2013. Vu la faible disponibilité des engrais chimiques, les prix peuvent continuer à varier à la hausse, les rendant encore moins accessibles aux petits agriculteurs.

Le manque d'accès aux semences constitue un frein à la production agricole. Les plus pauvres font toujours face à un faible accès aux semences. Pour pallier cette situation, le Ministère de l'Agriculture, la FAO, et des ONG procèdent au cours des vingt dernières années à des distributions de semences en vue non seulement de permettre aux agriculteurs d'accéder à des semences de meilleure qualité, mais également d'ensemencer leurs champs à temps tout en emblavant de plus grandes superficies. Pour cette campagne, ces institutions qui distribuaient des milliers de tonnes annuellement n'ont pas mobilisé beaucoup de ressources, le Ministère de l'Agriculture apportera quelques centaines de tonnes, ce qui semble insignifiant au

Figure 4 - Indice de la différence normalisée de la végétation



Source: USGS

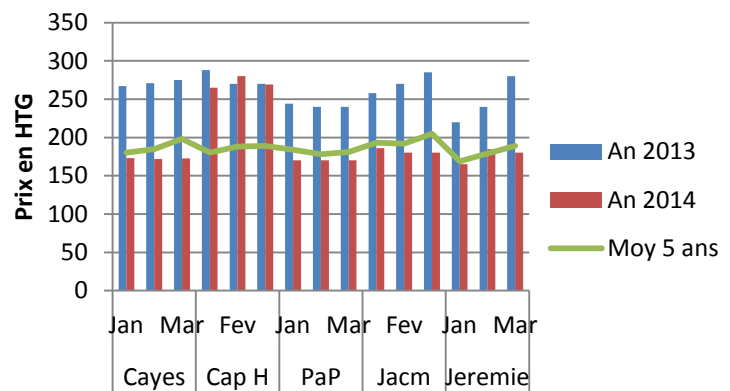
regard des besoins. Il est probable que les superficies emblavées soient moindres par rapport aux années où les agriculteurs reçoivent des dons de semences. Cette situation pourrait se traduire par une plus faible production par rapport à 2009 et 2013.

Disponibilité alimentaire. La période de soudure qui s'étend généralement entre avril et juin, a commencé cette année en mars dans les zones où la récolte de février a échoué à cause de la sécheresse. Les réserves au niveau des ménages pauvres sont épuisées. Par conséquent, le marché reste la principale source de nourriture. Si les marchés sont pour la plupart bien achalandés en produits alimentaires, ils sont à plus de 60 pour cent des produits importés. L'utilisation du riz importé compte pour 80 pour cent dans la consommation totale de cette céréale au niveau national. Notons que le riz entre à plus de 21 pour cent dans la composition de la diète des ménages pauvres. Les prévisions d'importations pour MY 2013/14 (juillet 2013-juin 2014) sont estimées à 415 000 tonnes, une valeur constante par rapport à MY 2012/13 (USDA). D'autres produits comme la farine, l'huile et le sucre sont importés et disponibles en quantité adéquate. Les importations tant du Gouvernement que du secteur privé se poursuivent à un rythme normal. La disponibilité des aliments est garantie pendant toute la période de la perspective.

Evolution des prix. Vu le volume élevé des produits importés dans les différents marchés du pays, les prix de ces denrées vont refléter leurs cours sur le marché international tout au moins des pays d'exportation. Le riz, par exemple, importé des États-Unis, a très peu fluctué entre mars 2013 et mars 2014. Il est quasi-stable sur les marchés de Port-au-Prince, de Jacmel, de Hinche, de Jérémie et du Cap. Une augmentation de 13 pour cent a été observée sur le marché des Cayes en mars 2014 par rapport à mars 2013 passant de 124 gourdes la marmite de 6 livres à 140 gourdes. Entre-temps, sur le marché international, cette même commodité a subi une baisse d'environ 9 pour cent passant de 652 dollars la tonne en mars 2013 à 594 dollars en mars 2014. Cependant, durant cette même période le dollar s'est apprécié par rapport à la gourde, la monnaie locale, se vendant à 43.50 gourdes en 2013 à 45 gourdes en mars 2014. Les autres produits importés tels que l'huile, le sucre, et la farine de blé affichent également une stabilité sur tous les marchés. Cette situation contribue à atténuer les effets de la sécheresse, en particulier dans les zones touchées et de manière générale à améliorer la sécurité alimentaire des ménages.

Quant aux produits locaux dont le volume de production varie d'une année à l'autre et avec la région, les prix marquent une plus grande tendance à la variation. Le haricot noir, par exemple, accuse des baisses substantielles sur presque tous les marchés entre mars 2013 et mars 2014. Une meilleure performance de la production en 2013 par rapport à 2012 augmentant ainsi les réserves explique cette baisse enregistrée au niveau des prix du haricot noir. Par contre, les prix maintiennent leur stabilité au Cap suite à la faible production des haricots dans cette zone au cours de l'hiver 2014 (Figure 2). Toutefois, sur presque tous les marchés, entre janvier et mars, les prix des produits locaux particulièrement les haricots et le sorgho ont accusé des hausses allant jusqu'à 25 pour cent pour le sorgho à Jérémie et 13 pour cent dans le cas du haricot noir sur le marché des Cayes, compte tenu de la demande pour les semences et de la baisse des stocks. En comparaison à 2013 au moment où grimpaient les prix, l'accès des ménages aux aliments de base devrait s'améliorer entre mars et avril 2014.

Figure 5- Evolution du prix du haricot noir en Haïti, janvier à mars 2013 et 2014



Source : FEWS NET

Suppositions

Suite aux constats ci-dessus, on est amené à émettre les hypothèses générales suivantes:

- Un démarrage normal de la saison pluvieuse est prévu en avril pour la plupart des régions du pays. Toutefois, dû au phénomène El Niño, une probable distribution erratique des pluies à la fin du mois de juin et en juillet, selon Caribbean Climate Outlook (CariCOF), nuirait à la production des cultures particulièrement celles semées entre fin avril et mi-mai ;
- Le prix des semences rendrait difficile leur accessibilité aux ménages pauvres des zones rurales. Ces derniers risquent de réduire les surfaces habituellement emblavées s'ils ne reçoivent au cours du mois d'avril une assistance en intrants agricoles ;

- La dépréciation de la gourde au rythme actuel est susceptible d'entraîner une augmentation des prix des produits alimentaires importés entre avril et juillet. Mais avec les récoltes une tendance baissière sera observée entre juillet et septembre au niveau des prix des produits tant importés que locaux.
- Une augmentation du volume des transferts mensuels d'argent de la diaspora est à espérer pendant la période du carême en avril, ce qui augmenterait le revenu des ménages bénéficiaires ;
- Dû à l'épuisement des stocks alimentaires au niveau des ménages et de l'augmentation de l'incidence des maladies liées à l'eau, entre avril et juin, l'état nutritionnel des enfants au niveau des ménages pauvres risque de se détériorer ;
- Vu la réduction des investissements des institutions internationales dans les activités humanitaires, une augmentation de l'incidence du choléra et d'autres épidémies liées à l'eau demeure très probable pendant la période pluvieuse entre mai et septembre ;
- En mai, août et septembre, qui sont habituellement les mois les plus pluvieux pendant la période de la perspective (avril à septembre), des inondations sont susceptibles de détruire les plantations et les habitations, couper les routes et perturber le bon fonctionnement des marchés dans les régions du Sud, de l'Artibonite, du Nord et de Port-au-Prince.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

En dépit des efforts multiples qui ont été déployés au cours des quatre dernières années pour venir en aide aux ménages affectés, les effets résiduels des nombreux chocs qui ont frappé le pays subsistent encore. Cependant, du point de vue de la sécurité alimentaire, on a pu constater des améliorations depuis août 2013, grâce aux récoltes qui se sont succédées et, conséquemment, la stabilité des prix des produits alimentaires de base dans de nombreuses zones, particulièrement dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, des Gonaïves et de Jacmel. Le démarrage précoce de la saison pluvieuse dans la péninsule du sud va permettre de réaliser des récoltes dès le mois de mai contribuant à l'augmentation de la disponibilité alimentaire dans les zones susmentionnées.

Toutefois l'arrêt prématuré des pluies depuis fin octobre début novembre dans la région du nord, le haut Artibonite, la partie est du département de l'ouest et l'île de la Gonâve entre autres a provoqué la perte des récoltes d'hiver estimée à plus de 50 pour cent. Ces régions qui ont été affectées par les intempéries de 2012 et accusées des prix élevés éprouvent encore des difficultés à se redresser. La sécheresse prévaut encore dans la plupart de ces zones, particulièrement les plaines et montagnes sèches du grand Nord Haut (Haut Artibonite, départements Nord-ouest, Nord-est et Nord), retardant les activités agricoles, pourvoyeuses d'emplois aux ménages pauvres en cette période de l'année. La demande de la main-d'œuvre agricole, principale source de revenus des pauvres est plus faible qu'habituellement en cette période dans ces zones à cause de la sécheresse prolongée qui ralentit les activités agricoles.

En outre la plupart des ménages de ces zones sont entrés en période de soudure un peu plus tôt qu'à l'ordinaire, soit mars au lieu d'avril. Comme le marché devient la principale source de nourriture de ces ménages, de nombreuses stratégies de survie dont certaines sont irréversibles, sont employées comme source de revenu. Ce sont entre autres la coupe d'arbres ou le dessouchage là où il n'y a plus d'arbres, la migration des jeunes, la vente du bétail reproductif, l'achat à crédit d'aliments.

Le coin de la nutrition

Si, pour l'instant, les données émanant des structures de prise en charge ne traduisent pas une situation nutritionnelle alarmante, le contexte actuel n'est cependant guère rassurant. En effet, les déterminants directs de la malnutrition aigue que sont l'apport alimentaire et les conditions sanitaires sont préoccupants:

-L'accès des ménages aux produits alimentaires de base n'est pas garantie pour les mois à venir et plus particulièrement dans les zones agropastorales sèches, en raison d'une baisse de la disponibilité alimentaire et de la tendance à la hausse des prix de ces produits.

-L'arrivée des pluies est salvatrice pour l'agriculture (car favorable au lancement de la campagne de printemps et au développement des cultures); mais cela peut entraîner également une accentuation du risque du paludisme et de la prévalence des maladies hydriques, particulièrement pour les populations vulnérables.

De surcroit, les résultats préliminaires de l'étude de ligne de base, réalisée par CNSA et ses partenaires, (dont MSPP), dans le cadre des OMD (objectifs du millénaire), ont permis d'identifier certaines communes en situation d'urgence (seuil 15%, standard de l'OMS) quand à la prévalence de la malnutrition aigue globale. Il s'agit notamment des communes de Grande Saline (23.6%), Mont organisé (17.2%). Dans d'autres, le seuil d'alerte a été franchi (10-14%), c'est le cas de Maniche (10.1%), Lachapelle (12.7%), Terrier-Rouge (12.3%), Saint Jean du Sud (11.80%), Gonaïves (10.4%), Mirebalais (11.1%) et de la Tortue (14.2%).

Ce qui semble toutefois rassurant c'est que les acteurs (UNICEF, ACF, etc.) œuvrant dans le domaine poursuivent leurs activités, en dépit de leur limitation budgétaire. Pour sa part, l'UNICEF, comme bon nombre d'ONG, est à la recherche de fonds pour maintenir ses activités de lutte et de prise en charge.

En somme, outre le renforcement du MSPP dans les zones très vulnérables délaissées par les ONG à court de fonds, il s'avère important de promouvoir les mesures de prévention, en particulier dans les zones précitées.

L'analyse IPC que le Groupe de Travail Technique (GTT) a entrepris au début avril a classé ces zones soit en Stress (Phase 2 de l'IPC) tandis que d'autres sont déjà en Crise ou Phase 3 (Figures 1, 2, 3). Cette situation devrait durer jusqu'à la fin du mois de juin, début des récoltes de la campagne du printemps.

ZONES DE PREOCCUPATION

Zone agropastorale sèche du nord-est (Fort Liberté, Ouanaminthe, Trou du Nord, Terrier Rouge, Perches, Capotille)

Situation actuelle

Après avoir provoqué la perte quasi totale de la saison d'hiver, les conditions sèches continuent de frapper la zone agropastorale sèche du nord-est pendant toute la première moitié du mois d'avril. La préparation de sols pour les semis de printemps est, certes, en cours mais à un rythme plus faible que d'ordinaire, les agriculteurs faisant face à de faibles moyens financiers et à l'épuisement des semences/graines consommées à cause de la période de soudure, un peu plus longue qu'habituellement.

En vue de compenser une partie de la demande en semences que suscitera la campagne de printemps, le Ministère de l'Agriculture procédera à la distribution de 31 tonnes de semences de céréales et de légumineuses au niveau du département du Nord-Est. Certains agriculteurs seront tout de même contraints de vendre des têtes de bétails pour se procurer la totalité des semences nécessaires à l'emblavage de leurs parcelles.

Les animaux, malgré l'étendue de la sécheresse, profitent de certains points d'eau de surface pour s'abreuver et bien qu'une augmentation de la vente de bétail soit constatée, les prix restent relativement stables.

La sécheresse ralentit les activités agricoles maintenant ainsi la demande de main d'œuvre à un niveau très bas. De plus, la tension entre Haïti et la République Dominicaine d'une part et l'augmentation du contrôle sur la frontière particulièrement sur les produits avicoles, entraîne un certain ralentissement des activités commerciales aux abords de la frontière, affectant du coup les petits commerçants, qui d'ordinaire fournissent de l'emploi aux plus pauvres. Face au manque d'alternatives plus saines, les ménages pauvres qui tirent l'essentiel de leur revenu de la vente de main d'œuvre, pour survivre, sont contraints de recourir à la fabrication intense de charbon de bois, quitte à utiliser des arbres fruitiers. Dans certains cas, les transferts issus de la migration de proches compensent une partie du revenu.

Sur les différents marchés de consommation, il est constaté une rareté de produits locaux qui résulte de la mauvaise performance de la deuxième saison agricole sévèrement touchée par le déficit hydrique. Cette rareté s'est déjà traduite par une tendance à la hausse des prix du maïs moulu local et les haricots dont les prix grimpent entre 5 et 20 pourcent, à travers le pays, depuis le mois de février. Les produits importés, quant à eux, abondent sur le marché et affichent une certaine stabilité pour ces derniers mois. Tel est le cas pour le riz et la farine de blé. Par contre, en glissement annuel ces derniers connaissent une hausse d'environ 5 pourcent.

Suppositions

- Le revenu des ménages pauvres connaîtra une baisse même avec la reprise des activités agricoles, du fait que la demande de main d'œuvre pour les travaux de préparation de sols sera inférieure à la normale.
- Les prix des produits alimentaires locaux, particulièrement le maïs moulu et le haricot noirs continueront leur tendance haussière, poussée par la demande de semences-graines et la faible disponibilité.
- Le marché binational, source d'auto-emplois dans la zone, peut à tout moment dysfonctionner si la tension s'exacerbe entre les deux pays.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

La conjugaison de la hausse des prix de certains produits alimentaires, de la chute du pouvoir d'achat des ménages pauvres alors que le marché devient la principale source de nourriture, de la perte des récoltes d'hiver qui affecte négativement la disponibilité des aliments tant au marché qu'au niveau des ménages et de la diminution voire le retrait de certains programmes d'assistance tels ceux du PAM et du FONDEV contribuent à une dégradation de la consommation des ménages pauvres. Ils se trouvent dès à présent en situation de Stress (Phase 2) et ce malgré l'adoption de stratégies comme l'intensification du charbon de bois, car l'offre est supérieure à la demande.

Les activités mises en œuvre à travers les projets AVANSE et PASAH n'ont pas encore atteint leur vitesse de croisière pour donner des résultats pouvant influencer de manière durable l'état de la sécurité alimentaire.

Étant en période de soudure, la situation de Stress se maintiendra jusqu'au mois de juin. La récolte de mangues dès ce mois constituera une source de revenus pour les ménages pauvres. Les premières récoltes de la saison de printemps viendront augmenter la disponibilité des aliments locaux au niveau des ménages et provoqueront une diminution des prix sur le marché. Il s'en suivra une amélioration dans la situation alimentaire et par conséquent certaines communes seront ramenées à la Phase Minimale (Phase 1 de l'IPC) alors que d'autres peuvent se garder de tomber dans la Crise, c'est-à-dire tout en se maintenant en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC).

Zone Agropastorale sèche (Môle St-Nicolas, Bombardopolis, Baie de Henne, Anse Rouge, Jean Rabel, La Tortue, Port de Paix (Rive Gauche des trois rivières))

Situation actuelle

A l'approche de la saison agricole de printemps, la zone agropastorale sèche du Nord-Ouest accuse un déficit hydrique accumulé d'environ 100 mm selon la NOAA. La récolte d'hiver constituée de maïs et de haricot, qui a eu lieu au mois de février, était pour cause inférieure à 50 pourcent de son niveau normal. La situation du Nord-Ouest est telle, qu'elle attise les inquiétudes sur le plan humanitaire tant au niveau national qu'à l'échelle internationale. Elle est actuellement caractérisée par un épuisement quasi complet des stocks alimentaires locaux au niveau des ménages suite à la longue période de sécheresse. Le marché devient alors la principale source de nourriture des ménages.

Le démarrage de la saison pluvieuse marque un certain retard. De plus, une carence de semences dans la zone, jointe au manque de moyens financiers pour s'en acquérir ailleurs, peut restreindre les superficies généralement ensemencées. En vue de venir en aide à plus de 20,000 habitants des communes de Baie de Henne, Bombardopolis et Anse Rouge ACF et OXFAM ont signé avec ECHO un accord à hauteur de 750,000 euros pour financer des activités de types "argent contre travail" (*Cash for Work*) et la distribution de bons alimentaires entre mars et septembre 2014. Le Ministère de l'Agriculture a distribué au bénéfice des agriculteurs quelque 32 tonnes de semences pour la campagne agricole du printemps. La FAO apporte un financement de 500,000 dollars pour faciliter l'approvisionnement de 48 tonnes de semences. L'USAID vient de débloquer 4 millions de dollars au profit de la CARE Haïti pour subvenir aux besoins de la population de Jean Rabel à travers des activités de *cash for work* et de distribution de coupons alimentaires.

L'exploitation des marais salants, une source importante de revenu aussi pour les ménages pauvres, s'intensifie à la faveur des conditions sèches mais le revenu généré est de plus en plus faible à cause de l'augmentation du nombre de producteurs en quête d'alternatives. Le charbon de bois devient pour le moment le principal produit marchand des ménages, mais tout comme le sel, la surproduction a un impact négatif sur la fréquence et les prix de vente. Des stratégies comme la vente du menu bétail et des transferts compensent, toutefois, une certaine proportion des revenus.

Les marchés restent pourtant bien achalandés en produits importés avec des prix plus ou moins stables, mais dans un environnement austère en activités économiques génératrices d'emplois pour les plus pauvres, autres que l'agriculture, les maigres revenus tirés des stratégies adoptées ne donnent pas actuellement un accès adéquat au marché. Les prix affichent une relative stabilité depuis quelques mois mais en comparaison avec l'année dernière, par exemple, celui du maïs moulu local est d'environ 20 pourcent plus élevé, à cause des mauvaises récoltes successives depuis 2012 dont les effets sont encore ressentis.

Malgré les investissements du Ministère de l'Agriculture, de l'USAID, de l'Union Européenne, du PAM, les conditions de la sécurité alimentaire de cette zone s'amélioreront très lentement du fait que les activités en cours visent à mitiger les impacts des récents chocs alors que la zone souffre de problèmes d'insécurité alimentaire chronique.

Les ménages pauvres sont actuellement en proie à un déficit alimentaire très prononcé, vu qu'ils doivent nécessairement s'approvisionner au marché. Des données récentes sur la malnutrition, permettant de mieux apprécier la situation, ne sont pas disponibles mais le manque de programme de prise en charge dans la zone fait penser à la possibilité d'une certaine détérioration de la situation nutritionnelle.

Suppositions

- La demande de main d'œuvre sera plus faible que normale du fait de la prévision d'une réduction des investissements dans les activités agricoles.
- Les voies de pénétration peuvent être sévèrement endommagées pendant la saison pluvieuse, ce qui réduirait davantage l'accès de nombreux ménages à des produits de première nécessité.

L'exécution de programmes promis par le gouvernement et ceux des autres bailleurs atténueraient la situation des ménages pauvres dans toute la région pendant la période de la perspective.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Malgré les remous suscités par la situation de crise alimentaire dans le Nord-Ouest, aucun programme d'assistance humanitaire n'est à l'heure en phase d'exécution. Les stocks alimentaires antérieurement constitués se sont épuisés dès le mois de février, les aliments sauvage qui jadis étaient consommés deviennent de plus en plus rares à cause de la déforestation et les périodes successives de sécheresse. Les ménages pauvres voient pour le moment leur revenu chuté d'environ 20 pourcent pendant que plus de 80 pourcent des produits consommés doivent être acquis au marché. Les marchés quant à eux affichent une tendance haussière. Cette situation demeurera jusqu'au mois de juin, retenant du coup, les ménages pauvres en situation de crise (phase 3 de l'IPC) pendant le trimestre avril à juin.

Entre juillet et septembre, le déficit au niveau de la disponibilité alimentaire des ménages pauvres pourra être significativement comblé par les récoltes de printemps si les scénarios de clémence climatique se confirment (pas de cyclone, bonne distribution des pluies). Les prix des produits locaux tendront à la baisse sur les différents marchés et le revenu des plus pauvres connaîtra une amélioration aux dépens de la vente de certains produits agricoles et des travaux de champs. L'amélioration de ces conditions fera sortir les ménages pauvres de la crise (phase 3 de l'IPC) pour les ramener à la phase de stress (Phase 2 de l'IPC) entre juillet et août.

EVENEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LES SCENARIOS

Tableau I: Événements possibles dans les prochains six mois qui pourraient changer les scénarios ci-dessus.

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	<ul style="list-style-type: none"> • Passage d'un cyclone • Baisse des prix des céréales sur le marché international • L'année 2014 est décrétée année électorale en Haïti. 	<ul style="list-style-type: none"> • Destruction des plantations, coupure des routes, dysfonctionnement des marchés. • Atténuation de l'effet de la dépréciation de la monnaie nationale sur les prix des produits importés. • Les tensions entre les groupes rivaux peuvent provoquer des troubles socio-politiques qui ralentiraient l'approvisionnement des marchés et accélèreraient la hausse des prix.
Les régions frontalières	Amélioration de la relation haïtiano-dominicaine autour du commerce binational.	Baisse des prix sur les marchés locaux.

A propos de l'élaboration de scénarios

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains six mois, FEWS NET émet des suppositions concernant les événements possibles, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses en se basant sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens de subsistance au niveau local. D'habitude, FEWS NET s'aligne sur le scénario le plus probable.